

La Turquie d'Erdogan en mer Rouge

*Nora Seni*¹

Sous le « règne » d'Erdogan la place de la Turquie sur l'échiquier international est incertaine et fluctuante. Membre de l'OTAN, Ankara s'est néanmoins équipé de batteries russes, les fameux systèmes de missiles sol-air S-400, il a menacé son voisin grec dans ses eaux territoriales, développé une rhétorique résolument anti-occidentale sur la scène domestique, que son président s'applique à islamiser alors que la laïcité est une des premières clauses de la Constitution. Si cette versatilité a pu surprendre et même leurrer acteurs et commentateurs de toutes nationalités, les dirigeants politiques mondiaux semblent en avoir pris leur parti en arguant du rôle « incontournable » que donne à la Turquie sa position géographique entre deux continents et son contrôle des voies entre mer Noire et Méditerranée.

Sachant cela, sous quel angle interroger les enjeux de la présence grandissante turque en mer Rouge ?

Incontournable, la Turquie ?

Au sommet du G20 de 2023 à New Delhi, les Émirats arabes unis, l'Arabie Saoudite, l'Italie, la France, les États-Unis et l'Union européenne signaient ensemble un protocole d'accord pour la construction d'un couloir logistique visant à relier l'Inde, le Moyen-Orient et l'Europe par des chemins de fer, des lignes maritimes, des pipelines et des câbles à haut débit. Il s'agit de l'India-Middle East-Europe Economic Corridor (IMEC).

Le protocole prévoit deux sections : une liaison maritime orientale entre l'Inde et le Golfe et une section septentrionale qui relierait la péninsule Arabique à

1. Professeure émérite à l'Institut français de géopolitique, ancienne directrice de l'Institut français d'études anatoliennes.

l'Europe en passant par la Grèce. Il contournerait ainsi la Turquie par l'ouest de la mer Égée. Ces sections, reliées par un réseau ferroviaire du Golfe à la Méditerranée *via* la Jordanie et Israël, intégreraient plusieurs pays riverains de la mer Rouge. Au-delà de l'infrastructure de transport, des câbles sous-marins permettraient la circulation des données tandis que des pipelines d'hydrogène satisferaient les objectifs des pays participants en matière de climat et de décarbonation.

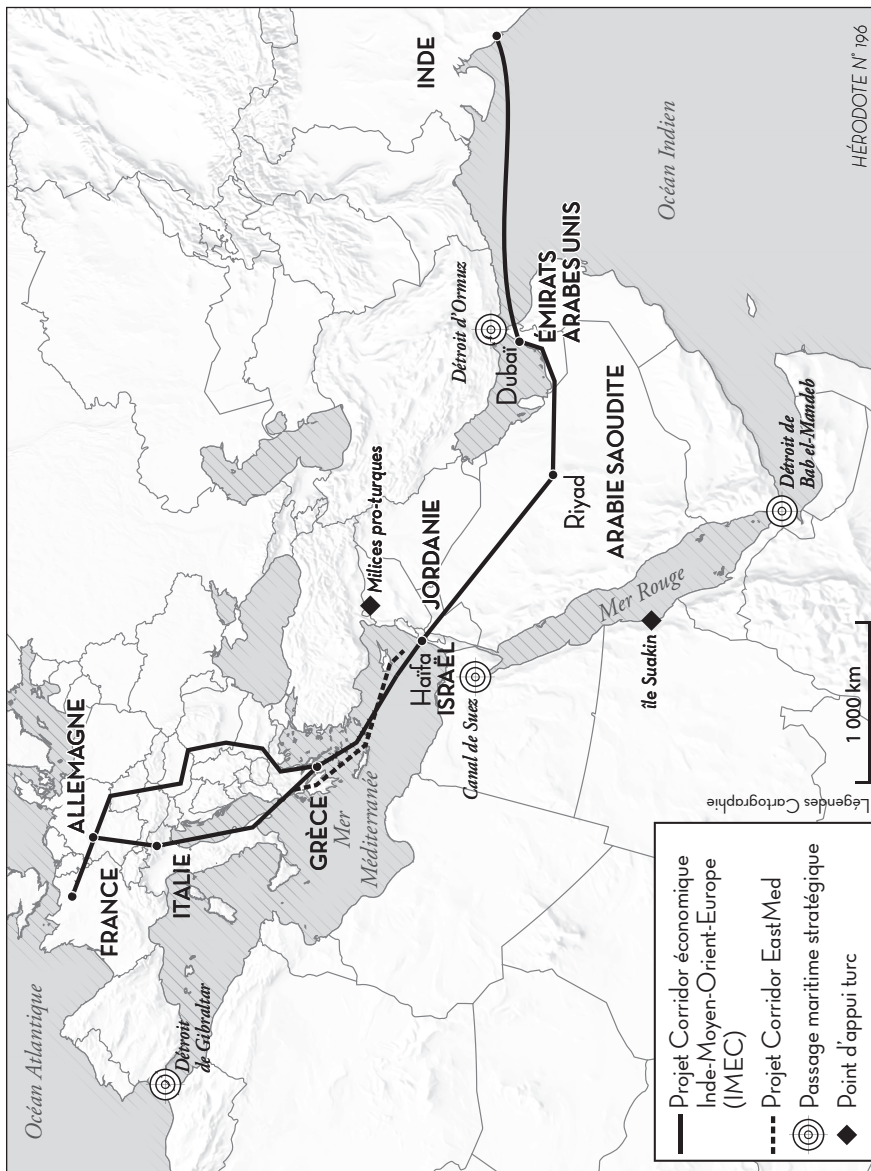
La carte 1 montre clairement que le projet IMEC « contourne » la Turquie, pays réputé incontournable en géopolitique. Cette réputation a d'ailleurs conduit bien souvent à justifier l'inaction des institutions politiques occidentales face aux oscillations turques entre positions d'alliés et d'adversaires des démocraties formelles. On soupirait dans les chancelleries en faisant ce commentaire. Certes, le président turc est imprévisible, familier de revirements politiques à 180 degrés, mais il faut bien s'en accommoder car la Turquie est incontournable...

Un autre grand projet, celui-là méditerranéen, contourne, lui aussi, la Turquie. Il s'agit du East Med, le gazoduc *offshore/onshore* qui reliera les champs de gaz du Léviathan (Israël) et d'Aphrodite (Chypre) à l'Europe. Il transportera le gaz naturel des réserves *offshore* du bassin Levantin vers la Grèce. Le projet a été signé à Athènes le 2 janvier 2020 par la Grèce, Chypre et Israël. East Med, une fois relié aux gazoducs Poséidon et IGB, l'Italie et d'autres régions européennes seront desservies. Là encore, la Turquie est hors circuit, contournée.

Loin d'être incontournable, la Turquie ne serait-elle pas plutôt enclavée quant à l'accès aux ressources énergétiques ? Le gazoduc TANAP traverse bien la péninsule anatolienne en transportant le gaz azerbaïdjanais jusqu'à la mer Égée, mais Ankara reste très dépendant de la Russie pour ses besoins toujours croissants d'énergies fossiles. Si la Turquie a bien condamné l'attaque de l'Ukraine par la Russie, elle n'applique pas les sanctions infligées à ce pays par les États-Unis et l'Europe. La diversification de ses ressources est un élément essentiel de sa politique étrangère et de sa stratégie de puissance. Elle tente des forages en mer Égée tout en sachant qu'elle dépasse ses eaux territoriales. Elle a profité des tensions ainsi suscitées pour défier ses alliés de l'OTAN pendant les années Trump (2017-2021), la Grèce d'abord mais aussi la France.

Ainsi, la diversification des ressources énergétiques, sans en être le seul motif, n'est jamais absente des initiatives turques à l'extérieur de ses frontières. La récente et rapide expansion de l'influence turque en mer Rouge ne fait pas exception.

CARTE 1. – LE « CORRIDOR » IMEC



Hérodote, n° 196, La Découverte, 1^{er} trimestre 2025.

Ankara développe une vraie stratégie de puissance régionale depuis les années 2007-2008. Ces années correspondent à la période de rebuffades prononcées d'abord par la chancelière allemande puis par Nicolas Sarkozy quant à la candidature de la Turquie à l'UE. « Rebuffades » en effet car ces refus de consentir, un jour, à l'adhésion du pays candidat, la Turquie, ne furent pas formulés en langage diplomatique, mais en termes vexatoires. À partir de cette période, la politique étrangère de la Turquie s'est concentrée sur ses voisins proches et sur le monde arabo-musulman dont elle ambitionnait d'endosser le leadership. Cadrée par la doctrine dite du « zéro problème avec les voisins » cette politique se solda par un échec auprès de la Syrie et de l'Irak et irrita fortement l'Arabie Saoudite. Elle s'orienta alors vers des contrées certes plus lointaines mais où on pouvait ranimer ce qui restait du souvenir d'avoir été ottomans et garants des lieux saints de l'islam.

En analysant les gestes par lesquels Recep Tayyip Erdogan mène la Turquie à prendre pied dans tel ou tel pays, il convient de garder à l'esprit que ce chef d'État n'agit pas nécessairement selon un projet précis et à long terme, mais saisit les occasions qui se présentent et y concentre alors ses ressources. Ainsi, il a mis en place les conditions qui contribueront à étendre l'influence de la Turquie sur un territoire qui va des Balkans au Moyen-Orient, à l'Afrique entière, en ne négligeant pas l'Asie centrale. C'est dans le cadre d'une stratégie d'influence qui ne néglige aucune piste qu'il faut analyser la présence grandissante de la Turquie en mer Rouge, au Soudan, en Somalie et au Yémen.

La Turquie au Soudan

La tentative d'arrimage turc aux rives du Soudan date de 2017, une année après le coup d'État manqué en Turquie, imputé au prédicateur Gülen exilé aux États-Unis. Erdogan est alors convaincu que l'Amérique était, sinon aux manettes de ce coup, au moins dûment informée. Il blâme le peu d'indignation suscité auprès de chancelleries européennes par cette tentative. Ceci a pu faire partie de l'incitation à aller chercher de nouvelles alliances, fussent-elles éloignées et fussent-elles avec un dirigeant, Omar el-Béehir, condamné par la Cour pénale internationale pour génocide, crime contre l'humanité et crime de guerre (2010). Cet éloignement interroge les médias turcs qui titrent : « Qu'allons-nous chercher au Soudan ? » Ils insistent sur le caractère dictatorial du régime soudanais et soulignent sur le statut de pestiféré de son président Omar el-Béehir. En décembre 2017, Recep Tayyip Erdogan signe avec lui à Khartoum plusieurs accords en matière de sécurité, de commerce, contre des promesses d'investissements et d'opérations militaires.

Le plus spectaculaire des accords de 2017 concernait la location par Ankara de la presqu'île soudanaise de Suakin, ancienne possession ottomane sur la rive

occidentale de la mer Rouge, ceci pour 99 ans. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, cette presqu'île de 20 km² abritait l'un des principaux ports de commerce de la région, et constituait un point de passage fréquenté par les pèlerins se rendant à La Mecque. Elle a pâti de la construction par les Anglais en 1905 de Port-Soudan, à 60 km plus au nord. Ce port en eau profonde permettait d'accueillir des navires de gros tonnage ce qui n'était pas le cas de Suakin. Laisée à l'abandon malgré un patrimoine architectural et historique exceptionnel, la presqu'île avait fini par tomber en ruine. Les accords prévoient de l'équiper en complexe touristique à l'intention des pèlerins en route pour La Mecque. Suakin est devenu l'objet de luttes d'influence entre la Turquie et les deux pays que sa progression dans la région inquiète, l'Arabie Saoudite et l'Égypte. Il était prévu que la Turquie construise à Port-Soudan un bassin destiné à l'entretien des vaisseaux civils et militaires et organise des exercices conjoints avec l'armée soudanaise... L'armée et la police turques étaient censées former leurs homologues aux techniques antiterroristes.

Le rapprochement d'Ankara et de Khartoum a inquiété au premier chef l'Égypte². L'ancrage militaire et économique de la Turquie en Libye qui a suivi la bataille de Tripoli en 2019 avait considérablement déplu au Caire. La présence turque chez son voisin, au sud de ses frontières, ne pouvait que hérissier le président Abdel Fattah al-Sissi, d'autant qu'Erdogan ne lui pardonnait pas d'avoir destitué son prédécesseur, Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans et grand allié de la Turquie. L'Égypte, indisposée au sud et à l'ouest par les salves d'expansion de la Turquie, fait la sourde oreille aux tentatives de « réconciliation » déployées par Tayyip Erdogan bien que al-Sissi ait accepté de rendre visite le 4 septembre 2024 à Ankara où il fut accueilli avec faste.

La politique africaine de la Turquie intrigue aussi le monde occidental qui exprime son malaise en convoquant l'histoire et l'Empire ottoman. L'étendue du territoire ottoman fonctionne dans l'imaginaire de l'opinion européenne comme un canevas sur lequel devait forcément se déployer la Turquie en cas d'extension de son influence. « La Turquie chausse les bottes des Ottomans³ », titre *Le Monde* en 2018. Cependant, peu de commentaires retiennent la thèse d'un Erdogan agissant comme un bienfaiteur solidaire de ses « chers frères en religion ». Chroniqueurs et commentateurs se demandent « si, sous couvert de soutien au pèlerinage vers La Mecque, la Turquie ne projetait pas d'installer une base navale à Suakin. Interrogé à ce sujet, le président turc a formellement démenti : “Il n'y a rien [de prévu] qui s'apparente à un port militaire”⁴ ». En 2018, on ne croit pas encore à une ambition

2. « Le Soudan offre à la Turquie une porte sur la mer Rouge », *Courrier international*, 18 mai 2018.

3. Eddie Rabeyrin, « La Turquie de retour sur la mer Rouge », *Le Monde*, 17 janvier 2018.

4. *Ibid.*

turque territorialisée (notamment en Afrique) et qui est en train de se structurer en stratégie en cours de route. En témoigne l'avis du politologue Marc Lavergne : « La Turquie n'a pas de politique globale dans la région. C'est avant tout une question d'image⁵. » Ces dernières années ont montré que les ambitions turques en Afrique vont bien au-delà de l'image et du *soft power*. Erdogan a entrepris de développer une vraie stratégie dans ce continent. On a pu croire un moment que les pressions qu'il exerçait auprès des chefs d'État africains pour qu'ils ferment les écoles fondées chez eux par le prédicateur Gülen, ancien allié devenu son ennemi mortel, constituaient l'essentiel de l'engagement de la Turquie en Afrique. Ce n'était en fait que la partie visible de l'iceberg. Il s'agissait bien de prendre pied dans ce continent.

Après le Soudan, le projet turc en Afrique s'affirme par de nombreuses ententes commerciales. En 2019, des actions inédites sont menées en Libye, avec notamment un double accord redéfinissant le contour des zones de juridiction en Méditerranée et donnant à la Turquie l'accès à des zones maritimes relevant de la Grèce et de Chypre. Le second volet de l'accord scelle une coopération militaire conduisant la Turquie à intervenir lors de la bataille de Tripoli en soutien au gouvernement de Fayez el-Sarraj et contre le général Haftar appuyé par l'Égypte. Depuis l'arrêt des combats en 2020, la Turquie n'a eu de cesse de renforcer sa présence militaire et économique dans le nord-ouest de la Libye où elle possède deux bases militaires, dont une navale dans le port de Misrata⁶. À la méfiance engendrée en Égypte par cette situation s'ajoute la possible alliance avec le Soudan, ce qui paralyse jusqu'à ce jour les relations entre Tayyip Erdogan et al-Sissi.

La présence de la Turquie au Soudan l'a mise en rivalité avec l'Arabie Saoudite. Cette dernière avait mis fin à un conflit vieux de plusieurs décennies entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Les relations avec la Turquie s'étaient dégradées lors de la crise du Golfe (2017), lorsque Ankara s'était rangée aux côtés du Qatar. Le Qatar et la Turquie sont adeptes de la doctrine des Frères musulmans et solidaires du Hamas. La crise avait isolé le Qatar, mis au ban pour « soutien au terrorisme⁷ » par la coalition Arabie Saoudite, Égypte, Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn, et Jordanie.

Le Soudan et le Qatar ont signé, depuis, un accord militaire. Le Qatar, devenu un investisseur majeur, jouit au Soudan d'un grand prestige car il a servi de médiateur avec les rebelles du Darfour. Ainsi Ankara et Doha se retrouvent en concurrence sur les terres soudanaises mais leurs intérêts politiques convergent pour le moment.

En 2019, le dictateur Omar el-Béchar est renversé par l'armée soudanaise. Peu d'informations circulent sur ce que sont devenus les accords de 2017 avec

5. *Ibid.*

6. Nora Seni (2022), « La Libye tête de pont de la Turquie en Afrique », *Politique internationale*, n° 174, hiver 2022.

7. Justine Clément, « Les Clés du Moyen-Orient », 28 septembre 2023

la Turquie après sa destitution et la guerre civile qui a suivi. Cependant, une nouvelle série d'accords a été conclue entre Ankara et Khartoum en août 2021, lors du voyage à Ankara d'Abdel-Fattah al-Burhan, président du Conseil militaire de transition du Soudan. Il y retourne en septembre 2023 lors de sa tournée en Égypte, au Qatar et en Érythrée, à la recherche d'aide dans le conflit qui l'oppose au général soudanais Mohamed Hamdan Daglo, commandant des paramilitaires des Forces de soutien rapide. En décembre 2024, le général al Bourhane en guerre contre les paramilitaires dans son pays déclarait qu'il accueillait favorablement la proposition de la Turquie d'intervenir pour résoudre les différends et établir « la paix et la stabilité du Soudan »⁸. Faut-il y lire une certaine continuité des relations entre Ankara et Kharthoum ? Ce serait une continuité menacée en permanence par l'instabilité politique du Soudan.

La Turquie en Somalie

La Somalie représente aujourd'hui le pays où l'ambition régionale de la Turquie se laisse lire clairement.

C'est en 2011 que Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre, s'est rendu pour la première fois en Somalie alors que le pays était confronté à une terrible famine. Les Somaliens n'ont pas oublié ce geste. Erdogan était la première personnalité non africaine à venir à Mogadiscio depuis la guerre civile. Depuis, le pays a confié les principaux marchés publics et la gestion des infrastructures à des entreprises turques proches de l'AKP, parti du président turc. C'est ainsi, par exemple, que la compagnie Albayrak exploite le port de Mogadiscio. L'armée turque a installé près de la ville en 2017 sa première base militaire à l'étranger⁹. Les entreprises turques y ont construit la plus grande ambassade d'Ankara à l'étranger, le plus grand hôpital du pays et établi un centre militaire chargé d'entraîner les troupes somaliennes. L'instabilité n'empêche pas que les affaires prospèrent. La Turquie exporte vers la Somalie denrées alimentaires, médicaments, matériaux de construction – pour près de 500 millions d'euros par an.

À Mogadiscio, écrit le reporter du journal *Le Monde*, « des drapeaux turcs flottent dans les rues, et il n'est pas rare d'apercevoir le portrait de Recep Tayyip Erdogan, dont le nom a été donné au principal hôpital de la ville¹⁰ ».

8. *Le Monde*, 8 janvier 2025.

9. Alexis Riopel, « Turquie-Somalie : un nouveau partenariat stratégique », *Perspectives Monde*, 1^{er} octobre 2024.

10. Noé Hochet-Bodin, « La Somalie, premier jalon de la Turquie dans sa quête d'hydrocarbures en Afrique », *Le Monde*, 2 août 2024.

Le 18 août 2024, la Turquie a signé un accord important qui l'autorise à faire de la prospection maritime pour des gisements de gaz et de pétrole. En octobre 2024, le bateau *Oruç Reis* faisait du cabotage dans les eaux somaliennes ! On se souvient que ce bâtiment fut au cœur de la montée des tensions en Méditerranée en 2020 alors qu'il effectuait pour Ankara des études sismiques dans une zone maritime revendiquée par la Grèce. Aux termes de l'accord de l'été 2024, qui sera effectif pendant dix ans, la Turquie prendra en charge formation et équipements de la marine somalienne, lui permettant de sécuriser ses eaux territoriales menacées par le terrorisme, la piraterie et les « ingérences étrangères ». L'accord prévoit aussi que la Turquie touchera 30 % des revenus de la zone économique exclusive (ZEE) somalienne. Elle aidera à développer et exploiter le potentiel somalien en matière de tourisme, d'énergie et de pêche.

La quête d'hydrocarbures d'Ankara est ici doublée d'une volonté d'établir des ressources militaires. Les accords avec la Somalie ont été conclus à un moment particulier où la souveraineté de ce pays était fragilisée par les fortes tensions suscitées par l'entente entre le Somaliland et l'Éthiopie. Le Somaliland est une région séparatiste de la Somalie soutenue par l'Éthiopie. Ce territoire a déclaré son indépendance en 1991, mais n'est pas reconnu sur la scène internationale. S'il se concrétisait, l'accord avec l'Éthiopie offrirait à celle-ci, enclavée depuis l'indépendance de l'Érythrée en 1993, l'accès à la mer Rouge avec l'ouverture d'un port commercial. La tension est délétère pour l'ensemble de la région. Elle menace les équilibres fragiles de cette route maritime où passe 10 % des échanges commerciaux du monde. Alors que ces deux voisins de la Corne de l'Afrique refusaient de s'asseoir à une même table, le 1^{er} juillet 2024, Éthiopiens et Somaliens se sont enfin entendus pour entamer des pourparlers indirects sous l'égide de la Turquie.

La Turquie est aussi un partenaire économique de l'Éthiopie où sont installés deux cents de ses entreprises. Elle y est le deuxième investisseur après la Chine. Elle a par ailleurs fourni à l'armée fédérale éthiopienne les fameux drones Bayraktar TB2. À la demande d'Addis-Abeba, la médiation visant à dénouer le conflit avec la Somalie est assurée par la Turquie. La médiation, c'est justement un rôle taillé sur mesure pour une Turquie qui ambitionne d'être présente aux tables de négociations, au cœur des conflits régionaux et internationaux. Exister comme un acteur diplomatique qui compte est essentiel pour le chef de l'État turc. Les revirements politiques à cent-quatre-vingts degrés de Recep Tayyip Erdogan, les positionnements fluctuants d'Ankara entre OTAN et Russie, entre Europe et Moyen-Orient, rendent la Turquie apte à ce rôle. Le choix du médiateur turc convient aussi à une Éthiopie qui espère voir ses requêtes portées à l'agenda des instances diplomatiques extérieures à l'Afrique.

Au Yémen : Les Houthis

Du Yémen il n'est plus question ces dernières années que pour évoquer la présence belliqueuse des Houthis qui en contrôlent de larges parties. La guerre d'Israël contre le Hamas s'est considérablement internationalisée avec son extension en mer Rouge. En soutien à Gaza, les Houthis ont renforcé leurs liens avec le Hamas et le Hezbollah libanais. Ils ont effectué des dizaines d'attaques de drones et de missiles contre des bâtiments civils et militaires. Ils ont démontré qu'ils peuvent bloquer le détroit de Bab el-Mandeb, causant un préjudice considérable aux finances égyptiennes mais aussi au commerce international. Une dizaine de pays ont dépêché sur place des navires militaires. Selon un rapport du Conseil de sécurité de l'ONU qui porte sur la période de septembre 2023 à juillet 2024, « le mouvement houthi est passé d'un groupe armé local aux capacités limitées à une puissante organisation militaire, qui a étendu ses capacités opérationnelles bien au-delà des territoires qu'il contrôle »¹¹. Selon ce rapport, sous couvert de solidarité avec les Palestiniens, ces rebelles ont lancé une « vaste campagne de recrutement ». La même source estime ainsi leur effectif à 350 000 combattants en mai 2024, contre 220 000 en 2022 et 30 000 en 2015.

À partir du 12 janvier 2023, une coalition menée par les États-Unis et le Royaume-Uni a entrepris de bombarder des dizaines de cibles houthis au Yémen. Cependant, les membres de l'OTAN sont divisés au sujet de cette stratégie. La France, l'Italie et l'Espagne estiment qu'une approche diplomatique de la crise est possible. La Turquie s'est opposée très fermement aux opérations militaires contre les Houthis, allant jusqu'à accuser Washington et Londres de vouloir faire de la mer Rouge une « mer de sang ». Pourtant, contraindre le fret à contourner l'Afrique du Sud et passer par le détroit de Gibraltar au lieu de Bab el-Mandeb est particulièrement défavorable au commerce de la Turquie, mais la politique intérieure exclut de condamner l'action des Houthis.

La Turquie reçoit et héberge les membres dirigeants du Hamas, elle fait bruyamment état de sa solidarité avec cette organisation, allant jusqu'à poursuivre certains organes de presse pour avoir insuffisamment exprimé leur deuil à la mort d'Ismaïl Haniyeh, chef politique du Hamas. Malgré cela, la Turquie a condamné fermement l'attaque d'un cargo turc en mer Rouge par les rebelles houthis le 20 novembre 2024. Néanmoins, le gouvernement a été enclin à minimiser cet incident sur la scène domestique.

Sous l'impulsion des Houthis, l'univers de la mer Rouge est implacablement absorbé dans le maelström de la guerre de Gaza avec tous ses protagonistes,

11. Agence France-Presse, 1^{er} novembre 2024.

l'Iran compris. Celui-ci agissait par ses *proxys*, principalement le Hezbollah libanais. Or le Hezbollah étant notablement affaibli, l'Iran pourrait être tenté d'accroître les moyens de frappe des Houthis. Il faudrait alors s'attendre à une augmentation des troubles en mer Rouge. Comment réagira la Turquie, comment manœvrera-t-elle alors ? Choisira-t-elle de déployer ses talents de pacificateur et de médiateur comme elle l'a fait en intervenant dans le conflit qui oppose la Somalie à l'Éthiopie ? Contribuera-t-elle ainsi à pacifier la mer Rouge ? Erdogan choisira-t-il de privilégier la sécurité d'un axe où transitent 40 % des échanges entre l'Europe et l'Asie et sa propre fiabilité comme acteur du commerce international, ou bien cèdera-t-il à son électorat et à la forte vague anti-israélienne pour soutenir et éventuellement renforcer les Houthis ?

La présentation faite par cet article devrait inciter à penser qu'il tentera de faire les deux à la fois.